



Lundi 4 septembre 2023

Ni dialogue social, ni provocations racistes : pour une rentrée des luttes !

Pendant que les profits battent des records, la crise s'aggrave à cause de l'inflation qui ampute les budgets et des salaires qui ne suivent pas. Le climat social se tend. Alors Macron s'agit pour que la contestation n'éclate pas dans la rue et les grèves, comme sur les retraites. D'un côté, il lance des provocations racistes, de l'autre il attire les partis de gauche et les directions syndicales dans un simulacre de dialogue qui ne débouchera sur rien de bon pour les salariés et la jeunesse.

La guerre sociale qu'ils nous mènent

La réforme des retraites de Macron entre en vigueur en septembre et l'offensive patronale continue avec l'inflation. Tous les trois mois, les ministres répètent que sa fin approche, mais les prix continuent de monter, car les grandes entreprises gonflent leurs marges. Et le gouvernement laisse faire... et même augmente le tarif des médicaments !

Le ministre de l'Économie promet maintenant de bloquer les prix de certains produits. Mais ce qui reste bloqué depuis des mois, ce sont nos salaires. On estime que les prix alimentaires ont pris plus de 20 % en deux ans. Et nos fiches de paie ? C'est ça la réalité des prix : logement, transports, alimentation, tout devient hors de prix. Se restreindre devient banal et galérer devient normal.

Tout augmente, mais pas les salaires, ni les moyens dans les services publics. Dans les hôpitaux, les soignants ont passé l'été sous l'eau à cause du manque de personnel. Dans l'éducation nationale, il manque près de 3 200 profs en cette rentrée. Face à la pénurie de main-d'œuvre, le gouvernement annonce que les salaires vont être revalorisés dans la santé et l'éducation, mais on est très loin du compte. Dans les hôpitaux, les maigres augmentations de primes annoncées ne vont rien changer aux conditions de travail dégradées. Et chez les enseignants c'est même carrément du chantage, puisqu'au lieu d'embaucher, on propose aux enseignants d'améliorer leur salaire... en échange de tâches supplémentaires.

Pendant qu'on se serre la ceinture, les actionnaires sont à la fête : les entreprises du CAC 40 ont fait presque 80 milliards d'euros de bénéfices au premier semestre 2023. De l'argent, il y en a. C'est là qu'il faut aller le chercher. D'ailleurs là-haut, ils s'inquiètent de la colère sociale qui couve et pourrait exploser comme sur les retraites.

Ni provocations racistes, ni dialogue social

C'est pour ça qu'ils tentent de diviser encore et toujours le monde du travail : Macron lance des contre-feux directement piochés dans les poubelles (ou les programmes) de Le Pen et Zemmour : polémique islamophobe avec l'interdiction des abayas dans les établissements scolaires, campagne xénophobe avec sa future loi sur l'immigration. Mais le gouvernement peut bien pointer des boucs émissaires, rien ne dit que ça va fonctionner. Car les robes des adolescentes et l'accueil des migrants qui fuient la misère et les guerres ne sont en rien responsables de nos problèmes actuels.

En parallèle, Macron tend la carotte du dialogue social. Quand il propose une réunion à Saint-Denis aux chefs des partis, toute la gauche accourt pour participer aux discussions, aux côtés de LR et du RN. C'était soi-disant pour lui soumettre les propositions de la Nupes qu'ils y ont passé la nuit... avec l'espoir que Macron les applique le lendemain matin ? Même chose quand il propose aux directions syndicales une conférence sur les salaires : celles-ci répondent « chiche ». Comme si quelque chose de positif pouvait sortir d'une réunion avec le gouvernement et le Medef !

La seule solution face à leur guerre sociale, ce sont nos luttes, pas le dialogue. On ne tourne pas la page du mouvement pour nos retraites, au contraire !

Pour vivre et pas survivre, il faut imposer nos revendications sur les salaires, les emplois, les conditions de travail. Pour contrer l'offensive raciste du gouvernement, le monde du travail doit mettre en avant ses exigences.

Ainsi le NPA, comme d'autres organisations politiques ou syndicales, appelle à manifester dès le 23 septembre contre la politique pro-patronale du gouvernement, et les mesures autoritaires et racistes qui l'accompagnent.

Retard de paie : c'est du vol

Fin août, chez PSA France, les salaires ont été versés avec du retard. La direction reconnaît qu'elle a eu « *des difficultés* » à faire les virements. Cela a surtout mis en difficulté des salariés. Quand c'est les milliards à distribuer aux actionnaires, la direction fait plus attention.

De bons résultats... pour les actionnaires

À PSA Poissy, la direction dit que le coût de fabrication d'un véhicule est maintenant inférieur à 1 000 €, certains disent qu'« *on est en passe de devenir le site le plus performant en France !... Nous rattrapons même le site de Vigo, concurrent de Poissy* ».

La concurrence entre les sites, ça ne sert que les intérêts du patron. Rappelons-lui que, nous, on ne fait ni la course ni la guerre. On ne va pas se féliciter de l'augmentation de nos tâches, du manque de personnel et des menaces qui pèsent sur nous et sur nos collègues étrangers. On n'est pas ennemis avec les travailleurs des autres usines (de France ou d'ailleurs), ils se font exploiter comme nous et ont les mêmes problèmes.

Stellantis fait la manche

PSA Poissy sera-t-elle choisie pour une nouvelle plateforme et un nouveau véhicule ? La direction entretient le suspense pour récupérer un maximum d'argent public. Elle s'en vante : nos impôts iront ainsi encore enrichir un groupe qui fait 10 milliards de profit en 6 mois. De toute façon même avec une nouvelle plateforme ou un nouveau véhicule, même en investissant, la direction peut décider de sabrer durement les effectifs, aggraver les conditions de travail et attaquer nos rémunérations...

Pour garder nos emplois et nos salaires, il faudra que nous, les travailleurs, on impose nos revendications aux patrons.

Programmation des annulations

Au Pack B3, avant les congés la direction prévoyait des samedis travaillés et envisageait bientôt une équipe de nuit. Maintenant elle annule le samedi et ne dit plus rien. Ce qu'elle sait anticiper c'est juste du baratin.

Situation exceptionnelle qui dure toute l'année

Numéro vert avant les congés, numéro vert après. La direction devrait créer un numéro pour nous prévenir quand exceptionnellement elle aura choisi de ne pas appliquer le numéro vert.

Si elle hésite à nous faire travailler, on peut retourner en vacances c'est pas un problème.

Ça sert à rien de te cacher, on t'a vu

Le nouveau responsable du personnel de PSA Poissy visite les bâtiments de l'usine. Il ne dit pas bonjour. Peut-être qu'il veut se faire discret car il sait déjà qu'il n'est pas très apprécié. On est beaucoup à se rappeler qu'il a aidé à fermer PSA Aulnay il y a 10 ans.

Usine usée

Depuis la rentrée, les pannes longues s'enchaînent. Tant mieux on se repose. Visiblement les machines ont besoin elles aussi de plus de repos, voire carrément de partir à la retraite... comme nous.

Des économies qui puent

Les riverains se plaignent des odeurs de la Peinture qui provoquent maux de tête et nausées : difficile parfois d'ouvrir les fenêtres. La direction s'est excusée et veut rassurer en affirmant que ces odeurs seraient « *absolument inoffensives mais désagréables* ». Elle se fout de la gueule des riverains et peut raconter ce qu'elle veut, ce ne sont pas les chefs de l'usine qui habitent là !

La solution serait d'investir pour limiter les odeurs, mais ça elle ne veut pas le savoir.

La chaleur ça chauffe et... la pluie ça mouille

Il fait chaud ! Dans certains secteurs, depuis la reprise, la direction ne donne plus de pause chaleur et les bouteilles d'eau arrivent parfois trois heures après le commencement de la séance.

Et la flotte on la veut en bouteilles, pas par terre : la semaine dernière, des zones sont devenues des piscines à la première pluie...

Une direction qui a du mal avec nos droits

En juillet, pour limiter les plaintes en justice, la direction a décidé de régulariser la paie de plus de 1 500 salarié des équipes de week-end de PSA en France, ça représente parfois plusieurs centaines ou milliers d'euros récupérés. En effet, depuis 2014, des salariés du week-end ont plusieurs fois gagné au tribunal contre PSA qui ne payait pas correctement les majorations.

Ils se sont battus, ils ont gagné, plus on est nombreux, plus on est fort.

Stellantis : de part et d'autre de l'Atlantique

Le syndicat américain UAW (United Auto Workers) menace les constructeurs Ford, General Motors et Stellantis d'appeler les 150 000 travailleurs du secteur à la grève lors des nouvelles négociations des contrats.

Il réclame 46 % d'augmentation des salaires sur 4 ans, la hausse des retraites et pensions des syndiqués, la semaine de 32 heures payées 40, le retour de l'indexation sur le coût de la vie après des années d'inflation.

En février Stellantis a déjà fermé l'usine Jeep dans l'Illinois, avant d'annoncer ses 10,9 milliards d'euros de bénéfices net rien que pour le 1^{er} semestre 2023. Malgré le passage à l'électrique, les fermetures de sites, les restructurations et l'inflation, les ouvriers américains veulent se faire respecter !

Au Canada, le syndicat Unifor dit aussi se préparer à la grève. Celle-ci devra devenir réalité pour faire céder les profiteurs de l'automobile, aux États-Unis, au Canada... Ou ici !